



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société APERAM STAINLESS FRANCE
à Gueugnon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2013158-0004

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L.514.1,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 autorisant la société UGINE et ALZ à exploiter sur la commune de GUEUGNON une tôlerie industrielle,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 octobre 2008 au profit d'ArcelorMittal-Stainless,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 14 mars 2011 au profit d'APERAM STAINLESS FRANCE,

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 06 juin 2012,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2012,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012216-0005 du 3 août 2012, mettant en demeure la société APERAM STAINLESS FRANCE de respecter les dispositions suivantes, de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 :

- article 7.6.3 : absence de vidange gravitaire des capacités de rétention
- article 8.8.6 : alarme de niveau haut et très haut, indépendante - stockage de peroxyde d'hydrogène
- article 8.8.7 : alarme de niveau haut et très haut, indépendante - stockage d'acide chlorhydrique
- article 8.8.8 : alarme de niveau haut - stockage d'acide sulfurique
- article 8.8.9 : alarme de niveau haut - stockage d'acide nitrique

et l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : déclencheur d'alarme en point bas pour les capacités de rétention des réservoirs d'acide chlorhydrique, nitrique et sulfurique) ;

VU la lettre de la société APERAM STAINLESS FRANCE en date du 12 avril 2013 sollicitant un délai supplémentaire pour procéder à la mise en conformité de ses installations au regard des articles visés ci-dessus ;

Considérant les constats suivants réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite du 6 juin 2013 ;

- Présence d'une capacité de rétention pour le stockage d'acide chlorhydrique disposant d'un moyen de vidange gravitaire rejoignant la rétention de l'aire de dépotage qui n'est pas dimensionnée en conséquence ;
- Absence d'alarme de niveau haut et d'alarme de niveau très haut indépendante du niveau haut sur le stockage de peroxyde d'hydrogène et d'acide chlorhydrique ;
- Absence d'alarme de niveau haut sur le stockage d'acide nitrique et d'acide sulfurique ;

- Absence de déclencheur d'alarme en point bas pour les capacités de rétention de plus de 1000 l des réservoirs d'acide chlorhydrique, nitrique et sulfurique.

Considérant dès lors que la société APERAM STAINLESS FRANCE ne respecte pas les prescriptions des articles 7.6.3, 8.8.6, 8.8.7, 8.8.8, 8.8.9 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 susvisé et de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Considérant que, pour des raisons de sécurité, la société ne peut pas réaliser ces travaux hors des périodes de maintenance qui se situent principalement sur les mois de juillet et août ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

A R R E T E

Article 1^{er}

Le délai accordé à la société APERAM STAINLESS FRANCE par arrêté préfectoral du 3 août 2012 pour la mise en conformité de ses installations au regard des articles 7.6.3, 8.8.6, 8.8.7, 8.8.8, 8.8.9 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 et de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 est prolongé jusqu'au 31 août 2013.

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er} il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 – Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 –

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Gueugnon, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône et Loire, à MACON.

Mâcon, le ~~27~~ 7 JUIN 2013

Le préfet


Fabien SUDRY